Venezuela : l’empire américain et ses affidés prêts à intervenir

Le 21-02-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

le 25 février 2018



L’accélération, ces tout derniers jours, de l’étranglement du Venezuela laisse présager des mauvaises intentions étatsuniennes. Les élections doivent, en effet, se tenir le 22 avril et Maduro conserve des chances d’être réélu…

Récapitulons...

Après des mois de combats de rue pour « éliminer Maduro » et de nouvelles élections présidentielles, l'opposition vénézuélienne perd les élections régionales et les élections municipales… C'est la déroute totale, l'opposition est complètement désorganisée...

Récemment, le chef de la CIA, Mike Pompeo, a avoué, lors d'un forum du think-tank néo-conservateur American Enterprises Institute, que l'appareil de renseignement qu'il dirige a travaillé coude à coude avec Trump les éléments de sanctions contre le Venezuela.
Pour orchestrer ces sanctions, la CIA, selon son chef, a préparé des rapports sur le statut actuel des Forces Armées Nationales Bolivariennes (FANB) et leur relation avec le pouvoir exécutif. Il a aussi été listé les points faibles de la dette extérieure concernant le délai et la capacité de paiement du pays. L'objectif étant de forcer la situation de défaut de paiement et aussi de distordre le commerce international du Venezuela sur les produits de base comme les aliments et les médicaments.

Sur l'efficacité des sanctions contre le Venezuela, Rex Tillerson a déclaré: « La campagne de pression fonctionne. Les sanctions financières que nous avons imposées au gouvernement vénézuélien l'ont obligé à commencer à créer le défaut de paiement aussi bien en ce qui concerne la dette souveraine que la dette de PDVSA, leur compagnie pétrolière. Et ce que nous allons amener, (…) c'est un effondrement économique complet du Venezuela. Alors, notre politique fonctionne, notre stratégie fonctionne (…) » Cette déclaration est un message pour tenter d'affaiblir la table de dialogue en République Dominicaine.

Le Congrès des Etats-Unis a déjà approuvé dans sa chambre basse un projet de loi « d'assistance humanitaire » au Venezuela qui oblige la diplomatie étasunienne à chercher à obtenir du Conseil de Sécurité de l'ONU des mesures coercitives qui permettent de faire parvenir cette « aide » grâce à des mécanismes militaires et privés. Le Département d'Etat reconnaît que les politiques de sanctions représentent un ensemble d'agressions préalables pour que cette loi s'impose comme la seule solution pour le Venezuela.

Suivant à la lettre les injonctions étasuniennes, l'UE avait déjà imposé au Venezuela, en novembre dernier, un embargo sur les livraisons d'armes et sur les matériaux et moyens techniques « pouvant servir à la répression interne ». Permettre aux émeutiers (guarimberos) de « s'exprimer » pleinement face à un gouvernement affaibli et entravé dans son action est l'idéal néolibéral.
Le 22 janvier dernier, les ministres des Affaires étrangères des 28 pays membres de l'Union européenne (UE) ont adopté de nouvelles sanctions financières à sept hauts responsables vénézuéliens notamment, le ministre vénézuélien de l'Intérieur, le directeur des services de renseignements ou encore le vice-président du parti chaviste Diosdado Cabello.
Certains sont accusés par l'UE d'être « responsables de graves violations des droits de l'Homme » d'autres, d'être « impliqués dans des atteintes à la démocratie et à l'Etat de droit au Venezuela ». Ces sanctions européennes, commanditées par Washington sont des actions indignes, qui violent les principes de la charte des Nations Unies, et prétendent exercer une grossière ingérence dans les affaires internes du Venezuela.

Les Etats-Unis, en effet, avaient déjà montré la position que devait prendre l'UE. Les USA infligent depuis l'an dernier des sanctions financières contre des membres du gouvernement vénézuélien, à commencer par le Président Nicolas Maduro.

Le président de la République, Nicolás Maduro, a dénoncé le fait qu'il a reçu des informations assorties de preuves d'un plan pour exécuter un « faux positif » à partir du territoire colombien contre le Venezuela afin de « déstabiliser la paix » et tenter de provoquer une guerre : « J'ai reçu des informations d'une source A-1 extrêmement fiable de Colombie avec des preuves physiques de ce plan pour activer un « faux positif » sur la frontière » entre les deux pays », a-t-il révélé lors d'une conférence de presse avec les médias vénézuéliens et étrangers qu'il a donnée au Palais de Miraflores, à Caracas.

Kurt Tidd, le chef militaire du Commandement sud étasunien, commandement conjoint composé de plus de 1 200 militaires et civils représentant l'Armée, la Marine, les Forces Aériennes, les « Marins », les Garde-côtes et plusieurs agences fédérales des Etats-Unis, est allé en « visite » en Colombie...

Sur la demande étatsunienne, le gouvernement du Brésil a réaffirmé qu'il doublera le nombre de militaires sur la frontière avec le Venezuela (Roraima, Etat situé à l'extrême nord du pays). Cette fois, c'est le président corrompu Michel Temer qui l'a annoncé.
L'installation de points de contrôle sera augmentée à Boa Vista et à Paracaima, qui communique avec Santa Elena de Uairén, en territoire vénézuélien. « Nous doublerons nos pelotons de frontière, » a annoncé le ministre de la Défense Raúl Jungmann.

Cette décision « brésilienne » a été annoncée presque en même temps qu'un rapport de la Commission Inter-américaine des Droits de l'Homme, émis à Washington, qui a fait plus de 70 recommandations au Venezuela. La CIDH, en outre, a demandé à Bogotá de rendre visite à la colonne qui opère à Cúcuta. Le secrétaire exécutif de la CIDH, Paulo Abrão, a offert un « soutien technique » au gouvernement colombien qui, la semaine dernière, a déplacé 3 000 hommes sur la frontière.

Le rapport de la CIDH apporte un soutien politique et un aval international à l'envoi de troupes sur la frontière qui sépare le Brésil et Colombie du Venezuela. Washington fournit plus de la moitié du budget de la CIDH, ce qui explique son action contre le gouvernement bolivarien. La CIDH a traité seulement 6 affaires au Venezuela entre 1969 et 1998, époque où le bipartisme conservateur AD-COPEI commettait de nombreux massacres dans le pays. Avec les 63 affaires traitées par cet organisme entre 1999 et 2011, la différence de traitement politique est flagrant...

Le journal « El País », proche du PSOE, (parti de Zapatero), accuse ce dernier de se tromper dans « son rôle de médiateur » et de donner « de l'oxygène au Chavisme. »
Son péché est d'avoir demandé à l'opposition vénézuélienne de signer l'accord obtenu avec le gouvernement de Caracas et dont elle s'est retirée au dernier moment....

Nicolas Maduro annonce, conformément à la Constitution du Vénézuela, que les élections présidentielles se tiendront le 22 avril 2018.

Le président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro Moros, a déclaré « avoir été informé officiellement que Monsieur Julio Borges quitte le pays et abandonne ses responsabilités».
Julio Borges[1], veut quitter le pays et demander l'asile politique après avoir refusé de signer l'accord de Coexistence et de Paix avec le gouvernement national en République dominicaine. Borges représente la délégation de l'opposition qui a rencontré à plusieurs reprises des membres du gouvernement en République dominicaine pour trouver un accord élaboré par les deux parties et que l'opposition a refusé de signer par la suite.
Ce document a été avalisé par le président de la République dominicaine Danilo Medina, le chancelier Miguel Vargas et l'ex-premier ministre d'Espagne, José Luis Zapatero, qui ont participé au dialogue en tant qu'accompagnants. Il a également été signé par le président Maduro.
Celui-ci a déclaré que Borges a refusé de signer ce document suite à des pressions des forces politiques de Colombie et des États-Unis qui ont attaqué le processus de dialogue.

Des agences internationales ont diffusé presque simultanément que le ministre de la Défense colombien, Luis Carlos Villegas, a affirmé avoir parlé avec son homologue vénézuélien Vladimir Padrino López pour dénoncer le fait que plusieurs attentats de l'Armée de Libération Nationale (ELN)[2] auraient soi-disant été organisés à partir du Venezuela. Il a annoncé qu'ils auraient une réunion à ce sujet.

Peu après la déclaration du secrétaire d'Etat Rex Tillerson (affaires étrangères), celle du sénateur républicain Marco Rubio affirme « c'est le meilleur moment pour un coup d'État au Venezuela, pour des raisons humanitaires ».

Lors d'une tournée dans plusieurs pays de la région, Rex Tillerson a déclaré la pleine validité de la doctrine Monroe, le plus incontestable instrument de l'interventionnisme impérialiste étasunien dans la région. Il a appelé à un coup d'État militaire contre le gouvernement constitutionnel du Venezuela et a plaidé en faveur du

renforcement des sanctions contre ce pays.

Le Groupe de Lima[3], qui réunit plusieurs gouvernements néolibéraux sur orbite états-unienne, vient d'exprimer son refus absolu de la décision du Venezuela d'organiser les élections présidentielles le 22 avril 2018. Or, cette date, selon les médiateurs internationaux du dialogue en République dominicaine comme l'espagnol Rodriguez Zapatero, avait été fixée en accord avec les secteurs de la droite vénézuélienne. Le communiqué du Groupe de Lima constitue une ingérence inacceptable dans les affaires intérieures de la République bolivarienne du Venezuela.

Le même communiqué s'oppose aussi à la participation du président Nicolas Maduro au Sommet des Amériques qui se tiendra à Lima (Pérou) les 13 et 14 avril, ainsi qu'à la convocation aux élections présidentielles, et engage vivement le gouvernement vénézuélien à ouvrir un « couloir humanitaire ».
A ce propos, qualifier les effets qu'ont eu les sanctions financières contre le pays, en réalité, contre le tissu social et économique, de « crise humanitaire » va dans le sens des Etats-Unis. L'intervention en territoire vénézuélien sous un prétexte humanitaire est un « must » étatsunien. En se donnant une image de défenseur des droits humains et de sauveur, les USA font bénéficier leurs agences, comme l'USAID, d'une manne fort lucrative… Il n'y a pas de petits profits...

Nul besoin d'être complotiste, pour voir la main des Etats-Unis, de ses valets latino-américains et de ses affidés de l'Union européenne dans ce plan de renversement du gouvernement légitime du Venezuela. Insupportable pour l'Empire et tous les néolibéraux… Mais Maduro pourrait pourtant bien être réélu le 22 avril...

Notes

1 – Fondateur et leader du parti Primero Justicia dont le président est Henrique Capriles Radonski (Venezuela : Macron reçoit l'extrême-droite à l'Elysée). En janvier 2017, il en appelle à l'armée « face à au gouvernement » En avril 2017, Il appelle les banques internationales à ne plus traiter avec le Venezuela6. Il rencontre le vice-président des États-Unis Mike Pence (Vice-président des Etats-Unis) le Conseiller à la sécurité nationale des États-Unis H. R. McMaster7et le secrétaire général de l'OEA Luis Almagro 8pour évoquer avec eux la situation au Venezuela et les moyens de pressions sur le gouvernement.

2 - Ejército de Liberación Nacional, deuxième groupe colombien rebelle en importance après les FARC-EP. Elle serait composée (selon le gouvernement) en 2016 de 2 000 combattants, auxquels s'ajouteraient 7 500 « miliciens » (militants civils)1. L'ELN est bien sûr placée sur la liste des organisations terroristes des États-Unis, du Canada et de l'UE

3 - Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombe, Costa Rica, Guatemala, Guyana, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou et Sante Lucie

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire